



L'ARC-EN-CIEL SUR LA GLACE

PAGES 6 & 7

NOUVEAUX BUDGETS MUNICIPAUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE

PAGE 2

RAVITAILLER LES VILLAGES IL Y A 70 ANS

PAGE 5

RÉCITS DE RÉSILIENCE FRANCO-MÉTISSE

PAGE 9



Photo: Daniel Griffin

INFOS-PARENTS

Une nouvelle série d'infolettres pour rassembler et informer les parents de tous les horizons et diversités. | A new series of newsletters to bring together and inform parents from all walks of life.

RENDEZ-VOUS À LA PAGE 8 | READ MORE ON PAGE 8



LA FÉDÉRATION DES
PARENTS FRANCOPHONES
DE TERRE-NEUVE
ET DU LABRADOR

Canada



gaboteur.ca

Déraillement d'un convoi ferroviaire

Un convoi ferroviaire de la mine Rio Tinto IOC, transportant du minerai de fer, a déraillé sur le chemin de fer de la Côte Nord et du Labrador, mieux connu en anglais sous le nom de Quebec North Shore and Labrador Railway (QNS&L), qui relie Sept-Îles à Schefferville, le 28 décembre 2025, occasionnant la paralysie de cette voie ferrée durant un peu plus d'une semaine.

Le déraillement impliquant un train de Rio Tinto IOC acheminant du minerai en direction de Sept-Îles, qui est survenu dans le secteur Nicman (mile 36) de la ligne de chemin de fer, a été confirmé le lendemain par la mine. L'accident n'a heureusement fait aucun blessé, mais a cependant interrompu la circulation sur ce lien terrestre interprovincial sur rails qui a été construit de 1951 à 1954.

Un porte-parole de Rio Tinto IOC confie que de la machinerie a été déployée sur les lieux, le 30 décembre, soit la même journée que le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) a envoyé une équipe d'enquêteurs afin de recueillir des informations et d'évaluer les circonstances ayant mené au déraillement. Un premier train transportant quatre pelles mécaniques en provenance de Sept-Îles est arrivé sur place et un autre train avec trois pelles mécaniques en provenance de Labrador City a suivi. Deux équipes d'une quinzaine de personnes, dont deux entrepreneurs, se sont par la suite relayées jour et nuit pour remédier à la situation. «Le déplacement des wagons a été effectué grâce à des pelles mécaniques. Des travaux se sont déroulés durant plusieurs jours malgré d'abon-

dantes chutes de neige qui ont compliqué la tâche des équipes à cet endroit. Un nettoyage de la zone a ensuite été effectué afin de préparer l'emplacement pour reconstruire une courte partie de rails et aucun signe de déversement significatif ni d'impact sur un plan d'eau n'a été constaté. Des tests ont aussi été réalisés sur les sections de chemin de fer de part et d'autre du site du déraillement afin de vérifier le bon état des rails et de permettre la reprise sécuritaire du trafic ferroviaire.» Des travailleurs sont finalement parvenus à déplacer les wagons qui obstruaient la voie ferrée afin de libérer le passage et de rétablir la circulation sur le chemin de fer QNS&L qui a finalement repris graduellement à vitesse réduite, le 5 janvier 2026.

Selon Rio Tinto IOC: «Plus de 700 heures de travail ont été effectuées par les équipes sur le terrain sans incident en santé et sécurité, ce qui témoigne de l'engagement et du professionnalisme de nos gens. Grâce aux efforts exceptionnels de nos employés, l'arrêt de la circulation a été réduit au minimum, malgré des conditions hivernales difficiles. Dans le cadre de ces travaux, nous avons appliqué une ap-

proche préventive rigoureuse pour le nettoyage de la zone et la reconstruction de la voie ferrée, afin de minimiser les risques environnementaux et d'assurer la sécurité des opérations futures. Nous tenons à remercier encore une fois tous ceux qui ont contribué à rétablir la situation.»

Cette obstruction de ce réseau ferroviaire a affecté les déplacements de la société Transport ferroviaire Tshiuéti, qui offre un service de transport de passagers et de marchandises, notamment pour l'approvisionnement de Schefferville, qui a dû organiser un vol nolisé en avion, le 1er janvier, afin d'accommoder 90 passagers qui devaient initialement se déplacer en train. En plus de l'entreprise IOC (Labrador City), trois autres compagnies minières du Labrador et du Québec, qui utilisent également ces rails pour acheminer leurs boulettes et leur minerai de fer vers le plus important port minéralier en Amérique du Nord qui est situé à Sept-Îles sur la Côte-Nord, ont subi des inconvénients découlant de cet événement. Il s'agit de Tacora Resources (Wabush), Tata Steel (Schefferville) et Minerai de fer Québec (Fermont).

ÉCONOMIE

CODY BRODERICK ET JOHN BABB

Bilan des budgets municipaux

Les municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador annoncent depuis début décembre dernier les budgets pour l'année 2026. À quoi s'attendre? Bref survol dans les portemonnaies de certaines localités francophones.

ST. JOHN'S

La capitale de la province propose un budget équilibré totalisant de 365 997 790\$ pour 2026, soit 4,8% de plus qu'en 2025.

La Ville ne propose aucun changement dans les taux de taxes résidentiels (9,1%) ou commerciales (29,5%) cette année. Cependant, on paiera plus pour l'eau, avec une augmentation de 10\$ par logement résidentiel et une augmentation de 1,4% pour les entreprises.

La Ville cherche à contrebalancer l'augmentation des évaluations foncières des propriétaires qui ont augmenté l'année dernière, explique le député-maire Ron Ellsworth dans son discours le 15 décembre. «Les évaluations reflètent les variations de la valeur marchande, et non une modification de la taxation municipale», rappelle-t-il. «Le maintien d'un taux de taxation stable contribue à limiter les augmentations supplémentaires pour les résidents.»

Si on dépense 26% de plus cette année sur le déneigement, on investit 5,3 millions de \$ pour remplacer des équipements. Le système de transport en commun bénéficiera également d'une augmentation d'environ 1 million alors que les pompiers recevront 728 000\$ de plus.

«Les services de transport constituent le deuxième secteur d'investissement en importance dans notre budget, avec près de 82 millions de \$ consacrés aux transports en commun, au déneigement et à l'entretien des routes, des trottoirs, des dispositifs de modération du trafic, des feux de circulation et des passages piétons afin d'assurer la sécurité des déplacements», explique monsieur Ellsworth. On investit également environ 22 millions \$ dans de nouveaux projets d'immobilisation, dont le rétablissement des rues et facilités, l'entretien de trottoirs, le logement, la sécurité de circulation, la technologie et les subventions aux groupes communautaires.

La Ville a également annoncé une diminution de 214 000 \$ de la subvention de fonctionnement accordée à St. John's Sports and Entertainment (SJSEL), entreprise qui opère le Mary Brown's Centre et le centre de congrès. Cette mesure s'explique par une augmentation du nombre de concerts, d'événements et de réunions qu'on y a récemment organisés, explique le conseiller municipal. «Cela démontre que SJSEL fait plus avec moins tout en continuant à investir dans ses installations», dit-il dans son discours.

LABRADOR CITY

Le budget municipal totalisant 31 211 190 \$, présenté le 9 décembre par le conseiller Jonathan Rivière, diminue d'environ 20% en comparaison avec l'année dernière à Labrador City.

Les taxes municipales n'augmentent pas, mais monsieur Rivière aborde les défis auxquels les résidents font face:

«Nous devons reconnaître que la hausse du coût de la vie a des répercussions sur Labrador City et que, à mesure que les coûts continuent d'augmenter, il deviendra plus difficile de maintenir le statu quo», dit-il dans son discours. «À l'avenir, nous devons peut-être envisager d'augmenter les recettes ou d'ajuster les niveaux de service, ce qui signifie que des décisions difficiles nous attendent. Nous nous engageons à tenir les résidents informés et à les faire participer dans la mesure où nous relevons ces défis ensemble.»

Le nouveau maire, Jordan Brown, a précisé le 12 décembre à l'émis-

sion radio Labrador Morning que la Ville a dû, par exemple, refuser des projets potentiels pour stabiliser les services et le coût de la vie.

On investit plus cette année dans la santé environnementale et dans la transportation, surtout au niveau du déneigement. La municipalité introduit aussi un impôt de 4% sur le logement touristique. On compte également investir 83 500\$ aux projets communautaires, touristiques et commerciaux.

La ville distribuera deux nouvelles bourses de 5000\$ destinées aux élèves au secondaire qui poursuivent des études postsecondaires. On prévoit 14 000\$ en dons aux causes locales et 250 000\$ en dépenses aux clubs de service. En plus de 186 400\$ destinés à la récréation, on investit 364 000\$ aux initiatives, telles que l'entretien du sentier Whitewolf, la fourgonnette accessible et la piscine publique.

ÉDUCATION

INÈS LOMBARDO - FRANCPRESSE - IJL

Patrimoine canadien: le devoir de consultation en éducation confirmé en cour

Grâce à une affaire portée en justice par le Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve-et-Labrador, la Cour fédérale reconnaît pour la première fois que le ministère du Patrimoine canadien doit consulter et évaluer les impacts de ses décisions sur les communautés francophones. En revanche, les mécanismes de transparence sur le financement sont «suffisants».

Dans sa décision rendue le 12 décembre, le juge Guy Régimbald de la Cour fédérale a jugé qu'il était essentiel que les conseils scolaires francophones, dont l'expertise est reconnue et protégée par la Charte canadienne des droits et libertés, soient consultés localement et de manière effective, avec un préavis suffisant.

Le juge a déclaré que le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP) de Terre-Neuve-et-Labrador doit être invité et consulté lors de toute entente ou négociation future entre les paliers de gouvernement provincial et fédéral. Une consultation aurait permis de mieux répondre aux besoins de la communauté.

«Cette décision-là est très importante, parce que ça met des comptes sur le ministre de Patrimoine canadien: il doit consulter les conseils scolaires francophones. Ça fait que c'est une reconnaissance

que ce sont des organismes qui ont un fondement constitutionnel», affirme Me Roger Lepage, du Cabinet Miller Thomson en Saskatchewan.

Il explique que la Cour fédérale reconnaît pour la première fois que le gouvernement fédéral a des obligations de consultation dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire lorsqu'il est question des minorités linguistiques.

«Normalement, on prétend que les deux sont strictement du ressort provincial et que le fédéral n'a aucune obligation», précise Me Lepage.

Le litige portait sur le Programme des langues officielles en éducation (PLOÉ). La Cour a reconnu les défis «existentiels» auxquels font face ces communautés et a statué sur l'obligation de consultation prévue par la Loi sur les langues officielles.

Pas de dommages et intérêts malgré le peu de transparence

Le juge a toutefois rejeté que les mécanismes de reddition de compte de Patrimoine canadien sont «insuffisants», comme le dénonçait le Conseil scolaire. «Hormis quelques exceptions, les récipiendaires sont identifiés dans les rapports annuels», écrit le juge.

Le conseil scolaire n'avait pas pu retracer plus de 250 000\$ à cause de «ce manque de transparence», a-t-il confirmé.

Le juge Guy Régimbald a interprété cette affaire sous l'ancienne Loi sur les langues officielles, car la plainte a été déposée en 2015. De fait, les articles ciblés par l'affaire ont été depuis grandement modifiés.

Suite en page 4

CHEZ NOS VOISINS LES FRANÇAIS

ANAÏS HÉBRARD

Disparition des édifices historiques prévue à Saint-Pierre

En explorant les documents d'archives et en s'appuyant sur ses propres souvenirs, notre collaboratrice à Saint-Pierre-et-Miquelon, Anaïs Hébrard, revient sur un de ces deux édifices historiques qui seront démolis au printemps. Certains professeurs et anciens étudiants d'ici le reconnaîtront peut-être comme l'ancien Institut Frecker.

Dans la ville de Saint-Pierre, la Place Monseigneur François Maurer est un espace qui va changer de physionomie. L'adoption de constructions bientôt érigées aux abords de la cathédrale sera la nouvelle donne pour les habitants des îles. En effet, alors que la rue en continuité de la place a perdu trois maisons abritant commerces et salon de coiffure lors d'un violent incendie au début de l'été 2025, deux bâtiments voisins l'un de l'autre et emblématiques de la vie saint-pierraise vont être détruits pour faire place à de nouvelles constructions.

Une histoire d'échanges et de rencontres

L'un de ces édifices est très connu de nombreux anciens étudiants de l'Université Memorial: c'est celui que l'on nommait l'Institut Frecker. Cependant, depuis quelques années, les élèves en immersion ne fréquentaient plus cette bâtisse, puisque c'est le Francoforum, édifice aux lignes autrement plus contemporaines qui,

désormais, accueille les étudiants.

Mais combien d'étudiants canadiens en voyage linguistique à Saint-Pierre sont venus potasser leurs cours de français dans ce qui était anciennement le Foyer paroissial! Grâce à l'initiative de Félix et Jacqueline Park, le programme d'immersion en question a invité nombre de jeunes gens à parler le «français de France» - comme le dit un professeur dans un reportage datant de 1983 - en fréquentant l'Institut, mais aussi en côtoyant les familles d'accueil en charge de leur bien-être durant leur séjour-étudiant.

De mon côté, c'est dans cette bâtisse, en 1997, que j'ai rencontré Anne Thareau et Scott Jamieson, responsables du programme, mais aussi mes premiers universitaires terre-neuviens auxquels je devais donner des cours de théâtre, en français évidemment. J'avais proposé des textes de Fernand Raynaud et j'avais été touchée par l'enthousiasme sans faille que mettaient les étudiants à jouer ces sketches improbables, si terriblement franchouillards de l'humoriste auvergnat. Mais c'est aussi au sous-sol de l'Institut que j'ai organisé avec des amis, pour la seule et unique fois de ma vie, une boum! Il faut dire que ce vaste sous-sol se prêtait parfaitement à la danse. Quant aux salles des étages, elles me semblaient aussi cossues que celles d'un manoir anglais.

À l'extérieur, la ribambelle de fenêtres à guillotine de l'établissement donne à l'ensemble une silhouette semblable à celle d'un pensionnat du début du

siècle dernier. Il n'en est rien. Érigé fin 19e, ses murs ont accueilli le Cercle saint-pierrais, une association caritative sans doute comparable aux clubs anglais. Détail amusant: il est spécifié dans les statuts que les discussions religieuses ou politiques y étaient interdites sous peine d'exclusion!

Le Foyer paroissial lui succède, institution de la vie insulaire de l'époque. Son imprimerie sera installée afin d'éditer le bulletin nommé Le Foyer Paroissial, dès 1924. Une bibliothèque paroissiale bien garnie succèdera à l'imprimerie. À l'étage seront installés deux billards français, un billard Vauban et deux tables de ping-pong. Ces jeux permettront aux jeunes de se retrouver le soir, sous la surveillance d'un «grand frère» bienveillant. Attention, sans mixité ni alcool! Cependant, le divertissement n'était pas la seule vocation de ce lieu dans lequel étaient aussi dispensés les cours de catéchisme.

En 1973, la bâtisse devient l'Institut Frecker, lieu de l'apprentissage du français. Les photos des années 90 donnent une impression de joyeuse fourmilière qui n'avait rien à envier aux programmes européens d'études Erasmus, ce dispositif qui envoie les étudiants aux quatre coins du monde. Autre détail, l'accueil en famille permettait de découvrir la manière de vivre à la française, l'objectif étant de n'avoir aucune rupture sur le plan linguistique. Tester son français autrement que sur un banc d'école, participer à la vie familiale et goûter aux spécialités de l'île faisaient partie intégrante de l'expérience

hors de chez soi.

Enfin, le club de karaté s'installera en ce lieu à présent fermé définitivement pour raison de sécurité.

Une nostalgie qui s'exprime

Actuellement, il y a déjà une nostalgie qui s'exprime dans les échanges sur les réseaux sociaux alors que le bâtiment vit ses dernières heures. Assister à la disparition de cette silhouette emblématique de l'urbanisation saint-pierraise pince le cœur. Le grand âge de la vénérable demeure est la cause première de sa démolition future. Elle est ancienne et demanderait trop de travaux pour la réhabiliter. La destruction-reconstruction reste plus raisonnable que d'hypothétiques aménagements, maîtrise des dépenses oblige. Une plaque commémorative permettra aux promeneurs de se souvenir qu'un jour, il y eut, sur cette place, un immeuble dans lequel se croisèrent des notables, des hommes d'Église, de jeunes lecteurs curieux, des joueurs de billard, de futurs communiant, des karatékas et surtout des étudiants canadiens venus parfaire leur français.



Photo: Gérard Durrutti



Photo: Michel Le Carduner

PERSONNALITÉ INFLUENTE DISPARUE

CODY BRODERICK

Bon vent au Dr Falah Maroun

Né au Liban et établi à St. John's depuis 1967, le Docteur Falah Maroun est décédé le 19 décembre dernier à l'âge de 90 ans, selon sa notice nécrologique. Le 20 décembre sur ses réseaux sociaux, le premier ministre de la province a rendu hommage à ce neurochirurgien trilingue membre de l'Ordre du Canada et l'Ordre de Terre-Neuve-et-Labrador. Fidèle abonné et collaborateur occasionnel à votre journal, *Le Gaboteur* dit aussi adieu.

«Il ne devait rester à St. John's que trois semaines, mais un événement l'a fait changer d'avis: le Dr Maroun y rencontre celle qui deviendra son épouse. Comme plusieurs nouveaux arrivants dans la province, c'est l'amour qui le poussera à rester», écrit Marie-José Mahé dans l'article «Le Dr Falah Maroun sauve des vies depuis cinq décennies», publié dans l'édition du 26 février 2018 du *Gaboteur*.

Au moment de la rédaction de l'article, le Dr Maroun a pratiqué plus de 12 000 opérations au cours de sa carrière, dont la fille de l'écrivaine, Caroline, alors âgée de trois mois. «Nombreux sont les patients qui lui doivent la vie, à la fois à cause de ses interventions directes ou de la formation qu'il a prodiguée à des étudiants en médecine et à des infirmières», écrit l'autrice.

«De 1968 jusqu'à sa retraite, le Dr Maroun a été le chef du département de chirurgie du Health Science Centre tout en enseignant à la Faculté de médecine de l'Université Memorial. Pendant de nombreuses années, il

a été le seul neurochirurgien de la province.»

Marie-José Mahé souligne également que «le Dr Maroun est l'une des personnes qui ont proposé et organisé, dans les années 1970, la venue de malades des îles voisines Saint-Pierre-et-Miquelon à Terre-Neuve.» Ce travail lui a valu de recevoir la Médaille de l'Ordre du Mérite de France en 2001.

Lire pour souvenir

«Tout visiteur de sa demeure peut le constater sans même qu'il ait à en dire un mot: le Dr Maroun est un grand lecteur à l'esprit ouvert, surtout! Des étagères remplies mur à mur de livres occupent la plus grande partie du sous-sol», écrit Marie-José Mahé en 2018.

Le Dr Maroun a également contribué à votre journal par des commentaires et des suggestions de lecture. «D'aussi loin que remontent nos bases de données d'abonnement, le Dr Maroun y apparaît», nous rappelle cette édition du *Gaboteur*.

Le 27 juillet 2009, il commente en ligne le roman *L'archipel du docteur Thomas*, de Françoise Enguehard. «Un roman bien construit, agréable à lire et surtout un contenu admirable découvrant un riche héritage des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon au début du 20^e siècle. Comme dans toutes les publications de Françoise Enguehard, le thème d'histoire locale est toujours présent.»

Dans l'édition du 17 octobre 2016, il nous fait des suggestions de lecture: *La Crise Spirituelle du Québec*, par Paul-Émile Roy (Bellarmin) et *Un Fauteuil sur la Seine. Quatre Siècles d'Histoire de France*, par Amin Maalouf (Grasset).

D'autres recommandations apparaissent dans l'édition du 16 décembre 2019: *Le Naufrage des Civilisations* par Amin Maalouf (Édition Grasset), *Les Quatre Coins du Cœur* par Françoise Sagan (Édition Plon), *Passions* par Nicolas Sarkozy (Édition de l'Observatoire 2019) et *Le Temps Présidentiel* de Jacques Chirac (NIL Édition 2011).

Votre dernière collaboration a eu lieu au début de mon aventure à bord du *Gaboteur*, mais les discussions sur le journal que nous avons eu au cours des dernières années m'ont vraiment fait plaisir. Bon vent, de la part de tout l'équipage!



Le lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador de l'époque, Frank F. Fagan, reçoit en 2018 le Docteur Falah Maroun, au centre sur cette photo, comme membre de l'Ordre de Terre-Neuve-et-Labrador. Photo: Courtoisie du bureau du lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador (Archives *Le Gaboteur*)

Suite de la page 3

Mais la Cour fédérale ne s'en choque pas, estimant qu'il est «normal» que cette somme n'ait pas pu être tracée, car «plusieurs organismes bénéficiaient des fonds PLOÉ. [...] Cela explique l'incapacité du CSFP à communiquer avec et identifier tous les destinataires des fonds PLOÉ».

«Toutefois, cela ne prouve pas que les fonds n'étaient pas dépensés ou que le CSFP se voyait priver de fonds dont il avait droit», nuance le juge.

Il accorde ainsi le «manque de transparence» de Patrimoine canadien et du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, qui devaient tous deux attribuer des fonds au CSFP. Mais il n'accorde toutefois pas de dommages et intérêts au Conseil scolaire, ce qui «déçoit» Me Lepage.

Selon lui, «la Cour ne prend pas pour acquis que Patrimoine canadien va violer de nouveau la loi sur les langues officielles. En d'autres mots, il n'y a pas un problème systémique ici. Donc, on donne la chance au gouvernement de rectifier le tir.»

Le fédéral était rentré dans les rangs à la suite de la plainte déposée par le CSFP auprès du Commissariat aux langues officielles en 2015 et qui concernait l'Entente de financement de 2013-2018. C'est pour cela que le juge conclut ici qu'il n'a pas besoin d'accorder des dommages et intérêts.

Ajoutons que le juge a aussi souligné que le gouvernement fédéral est lié par les valeurs de l'article 23 de la Charte – qui garantit l'éducation dans la langue de la minorité – lorsqu'il prend des décisions touchant le CSFP.

Avec cette décision, les avocats du Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve-et-Labrador, affirment que Patrimoine canadien pourraient se sentir davantage contraints avec cette décision, au regard de ses obligations envers les conseils scolaires des communautés de langues officielles minoritaires.

Les parties ont 30 jours si elles souhaitent porter l'affaire en appel.



Selon Me Lepage, cette décision est importante, car la Cour fédérale reconnaît que le gouvernement fédéral a des obligations dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire. «Normalement, on prétend que les deux sont strictement du ressort provincial et que le fédéral n'a aucune obligation.» Photo: Courtoisie

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

1(709)753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier
Ysabelle Hubert
Andrée Thoms
Lamia Gharbi
Marilaine Landry
Fairouz Amirouche
Axel Belgarde

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Jérémy Pommier - dg@gaboteur.ca

Rédacteur en chef
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction
Jessica Tucker - admin@gaboteur.ca

Secrétaire de rédaction
John Babb - info@gaboteur.ca

Mise en page
Mohera-Lily Baird-Georges

Ont collaboré à ce numéro
Daniel Griffin, Éric Cyr (*Le Trait d'Union du Nord*),
Inès Lombardo (*Francopresse*), Anaïs Hébrard,
André Magny, Liz Fagan, Kathleen Couillard
(*Sciencepresse*), Raymond Cusson, Timothée
Roland Mvondo, Farjaad Ahmed, Mariam Condé,
Nigel Moses

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 750 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Réseau Sélect
dblanchette@reseauselect.ca
Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnez-vous

réseau@presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2024
pour la qualité éditoriale et graphique
meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2025
pour la qualité éditoriale
meilleur article arts et culture
meilleur article communautaire

LE GABOTEUR INC. est membre du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers
d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

PORTRAIT

ANDRÉ MAGNY

C'est Noël, partons la mer est belle...

À quelques jours de Noël, dans sa région natale de Charlevoix au Québec, le loup de mer Gaétan Carré se souvient qu'à l'époque de ses 13 ans, il gabotait sur les rivages terre-neuviens.

«Moi, j'avais 13 ans. Mon frère, 14 ans et demi. Quand mon père s'est aperçu qu'on voulait plus aller à l'école - comme il faut bien faire quelque chose de sa vie -, il nous a dit: «Vous allez partir naviguer comme j'ai fait!» Il a donc téléphoné à un propriétaire de bateaux qu'il connaissait, Euclide Bouchard, pour voir s'il pouvait embaucher ses deux fils.

Le lendemain matin, en plein mois de décembre de 1959, ce fils de marin, accompagné par ses parents, prenait la direction du port de Québec, afin d'embarquer sur le *Victorian Marie* avec son

frère aîné. «C'est sûr que la mère pleurait, c'est normal, voir partir deux de ses gars...», se souvient quelque peu nostalgique le marin d'expérience, à l'aube de ses 80 ans.

Pendant quatre ans, entre 13 et 17 ans, Gaétan Carré allait donc côtoyer les rives de Terre-Neuve. Partant de North Sydney, son port d'attache, en Nouvelle-Écosse, le *Victorian Marie* ravitaillait des endroits comme Port-aux-Basques, St-Lawrence, St. John's ou encore Bonavista. «On allait aussi des fois à St-Pierre-et-Miquelon.» Lui qui s'était demandé ce qu'il allait bien faire à bord, c'est simple, il s'occupait de tout! Il pouvait prendre la roue, s'occuper des manœuvres au winch et, bien sûr, débarquer nourriture et objets divers servant au ravitaillement de la population.

Noué des liens

«Quand je suis parti de Québec, j'ai été un an sans revenir», se rappelle celui qui n'avait jamais quitté sa région avant de prendre le large. Comme l'équipage passait souvent deux ou trois jours à la même place au moment des ravitaillements, monsieur Carré se souvient bien de l'accueil des Terre-Neuviens. «Les gens de Terre-Neuve, c'est du monde chaleureux. On allait dans des petits villages de pêcheurs. On était invité dans des fêtes.»

Du haut de ses 13 ans, on sent bien que certaines familles le prenaient sous leurs ailes quand elles le voyaient: «Le monde nous recevait comme si on avait été leurs enfants», se souvient Gaétan Carré.

Lui qui ne parlait pas anglais, il en a évidemment

profité pour parfaire la langue de Joey Smallwood. Certaines jeunes Terre-Neuviennes se sont d'ailleurs fait un plaisir de la lui apprendre, se remémore-t-il, sourire coquin aux lèvres!

Un de ses souvenirs les plus marquants? La fois où dans le temps des Fêtes le *Victorian Marie* est resté pris pendant deux semaines dans les glaces. «On écoutait de la musique de Noël pour passer le temps. On était vraiment coincé. On pouvait même pas se laver.» La nourriture se faisait également rare. Heureusement, le capitaine du bateau est allé tuer un phoque. Gaétan Carré se souvient que «c'était très bon. C'était un *cook* de Terre-Neuve qu'on avait dans le bateau. Il l'a dépecé. Il savait comment l'apprêter!»



Plus de 65 ans après son périple sur les côtes de Terre-Neuve-et-Labrador, la navigation sur le fleuve St-Laurent est toujours partie prenante de ce marin à la vaste expérience. Photo: Gaétan Carré (Courtoisie)



Alors que le *Victorian Marie* était coincé dans les glaces, Gaétan Carré fait une «balade» sur la banquise dans cette photo dénichée de ses archives. Photo: Gaétan Carré (Courtoisie)

Vous cherchez à recruter du personnel qualifié et bilingue?

Nous vous aidons, partout dans la province, à trouver les bons talents pour vos besoins — qu'ils soient internationaux, nationaux ou locaux.

Nos services sont 100% gratuits pour les employeurs, grâce au financement d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC).

Avec nous, vous bénéficiez :

- D'un accès privilégié à des bassins de talents francophones et bilingues.
- De la promotion de vos offres d'emploi auprès de candidats ciblés.
- D'un appui concret pour votre recrutement.

Contactez-nous pour plus d'informations : gestion.immigration@horizontnl.ca



LA FIERTÉ SUR LA GLACE

Sortez du placard et lancez-vous sur la glace avec ces deux ligues sportives queer qui mettent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel dans le curling et le hockey.

SPORTS D'HIVER

LIZ FAGAN - IJL - LE GABOTEUR

Inclusion sur la piste de curling

La ligue de curling queer *Odds and Ends*, une expression qui s'approche au terme méli-mélo, est pleine de sens. Le mot «odd» fait référence au mot «queer», synonyme de bizarre en anglais terre-neuvien alors qu'un «end» représente une période du jeu. Il marche sur tous les niveaux!



Photo: Daniel Griffin

Odds and Ends a été fondée par Corey Follett et Tylor Boon, qui, à l'époque, faisaient partie de la ligue masculine de curling. Ils jouaient avec des joueurs queers et ont été les premiers membres à participer au Championnat canadien de curling la Fierté. Comme il n'existait pas de ligue queer à Terre-Neuve-et-Labrador, ils ont créé la ligue la saison suivante.

Au départ de Odds and Ends en 2016, la ligue comptait 11 ou 12 personnes qui se réunissaient tous les vendredis soirs. Elle s'est développée progressivement chaque année, accueillant non seulement les débutant.es, mais aussi les personnes qui avaient grandi avec ce jeu. Aujourd'hui, l'équipe compte 7 membres.

Pourquoi une telle ligue est-elle aussi importante?

Selon Shelby Arnold, membre du conseil d'administration de l'organisation, c'est important pour que les personnes ayant eu des expériences négatives avec le sport pendant leur enfance puissent s'amuser dans un environnement accueillant.

«Il y a tellement de jugements et de stigmatisation lorsqu'on essaie de s'intégrer dans des sports qui peuvent être des espaces très masculins. Ainsi, pour les gens qui trouvent un endroit où il y a un certain niveau de compétition dans un sport d'équipe, il s'agit aussi d'être soi-même et de se sentir accueilli et accepté. Non pas malgré cela,

mais grâce à cela.»

Eddy St. Cœur, né au nord du Miramichi, au Nouveau-Brunswick, est dans sa deuxième année avec Odds and Ends. L'inclusion est également un aspect important pour Eddy, qui, en plus de porter son maillot d'équipe Odds and Ends, est également coprésident de l'organisation de Fierté dans la capitale, St. John's Pride.

«C'est un sport vraiment accessible», affirme l'Acadien en expliquant que l'équipe profite de l'équipement spécialisé. «Par exemple, un ancien membre qui était malvoyant jouait avec l'aide des lasers», dit-il.

Il y a un an, le groupe est allé jouer à Gander en collaboration avec Gander Pride, ce qui fut un grand succès. L'Acadien souligne l'importance de la présence des organismes queer, surtout à l'extérieur de la péninsule Avalon. Selon lui, il y a toujours la place pour améliorer la sensibilisation de la cause queer, quel que soit le moyen utilisé.

Tenter une nouvelle chose dans un nouvel endroit

Scott Whitelaw, Ontarien bilingue, a déménagé à Terre-Neuve début novembre pour le travail. «Je connaissais quelqu'un qui connaissait quelqu'un qui faisait partie de l'équipe», dit-il en riant.

Ça fait à peine deux mois qu'il pose les pieds sur la glace terre-neuvienne. Si Scott apprécie le curling, c'est également l'aspect social qui le fait revenir sur la glace chaque semaine.

En tant que remplaçant, il a l'occasion de jouer fréquemment avec plusieurs personnes différentes. «J'ai pu rencontrer plusieurs membres de l'équipe et mieux comprendre les règles du jeu, puisque je ne savais même pas comment jouer à l'époque.»

Sam Morton, née à Georgetown en Ontario, explique en français d'avoir joué au curling quand elle était petite, mais qu'elle a presque tout oublié lorsqu'elle a repris le sport avec Odds and Ends. «Ça fait trois ans que j'ai recommencé et je l'adore.»

«Ma partie préférée c'est quand Shelby met de la musique et on se met à danser ensemble,» dit-



En plus de jouer au curling avec Odds and Ends, Eddy St. Cœur joue également le rôle de coprésident au sein de l'organisme de Fierté St. John's Pride. Photo: Courtoisie

elle avec un grand sourire. L'ambiance d'équipe lui rappelle à une fête entre collègues et non une compétition intensive: tout le monde sourit et des éclats de rire ponctuent les discussions. La curleuse aime même les moments quand son équipe perd. Pourquoi? L'équipe gagnante offre une tournée de boissons à l'équipe perdante en signe de bonne volonté.

Quand vous arrivez dans un nouvel endroit, il faut essayer une nouvelle chose, rappelle-t-il, Scott Whitelaw, en encourageant toute personne qui aimerait essayer le curling à rejoindre l'équipe. Et ce, peu importe votre niveau!

«C'est un groupe très chaleureux et accueillant, très diversifié.» L'équipe comprend des Terre-Neuviens, des Come From Aways ainsi que des alliés de la communauté queer.

«Il y a de la place pour tout le monde.»



Photo: Daniel Griffin

Que vous jouiez au curling à un niveau professionnel ou que vous souhaitiez simplement rejoindre l'équipe pour vous faire des amis, avec la ligue *Odds and Ends*, vous êtes entre de bonnes mains sur la glace!

Pour en découvrir plus ou pour joindre la ligue de curling queer, rendez-vous sur le site web de Odds and Ends: www.odd-sandendscurling.ca



Photo: Daniel Griffin

ARTS VISUELS

LIZ FAGAN

Une place dans l'arène, pour tout le monde

À travers les arts visuels et textiles, Lucas Morneau crée un monde où chacun trouve sa place dans le sport. À découvrir du 6 février jusqu'au 21 mars à la galerie Eastern Edge à St. John's: sa *Queer Newfoundland Hockey League*.

De la moquerie à une célébration

L'artiste, qui a amorcé ses études en arts visuels au campus Grenfell de l'Université Memorial, à Corner Brook, voulait travailler avec des tapis hookés après les avoir redécouverts pendant sa maîtrise à l'Université de Saskatchewan.

«Tricoter prend plus de temps que le crochet», avoue-t-il. Surtout quand on se blesse en plein milieu du projet, ajoute-t-il. Il avait toutefois du soutien. Basé à Sackville, en Nouvelle-Écosse, il a rencontré Libbie Farrell, qui l'a aidé à continuer son projet. Pour faciliter la tâche, aujourd'hui, il travaille avec des machines à tricoter.

Tous les maillots étaient terminés en 2021. Dans cette ligue, on retrouve des équipes telles que les *Dildo Dykes*, *Bonavista Buggers* et *Nain Nancys*.

«Je voulais travailler avec les péjoratifs, l'argot qui est utilisé contre les gens sur la glace et dans les écoles», déclare celui qui s'efforce de promouvoir une représentation plus ouverte et accueillante de son sport qui lui tient à cœur.

La Ligue est un projet très important pour l'artiste, qui le promeut avec une carte de visite semblable à une carte de hockey. Cet esprit ludique demeure une partie centrale de ses créations.

Lutter contre la discrimination

Lucas travaille actuellement sur un projet sur la lutte professionnelle, un sport qui, selon l'artiste, présente des similitudes avec le drag. Les lutteurs, qui sont parfois perçus comme des personnages, portent souvent des costumes élaborés et ont des histoires personnelles complexes, tout comme les performeurs de drag.

De surcroît, le monde de la lutte est très important dans l'histoire de sa famille.

«Mon grand-père était lutteur ainsi que ses deux frères. Son frère est devenu le promoteur pour la Lutte Internationale et la Lutte Grand Prix à Québec». Cette ligue comptait parmi ses membres Jean Ferré, le nom québécois du lutteur André Roussimoff, connu internationalement comme André the Giant, qui en faisait également partie des trois fondateurs.

Malheureusement, à l'aube de ce projet, le grand-père de Lucas est décédé. Il a donc décidé de continuer en son honneur.

L'artiste trouve cette tâche gratifiante: «Je fais de la recherche sur ma famille, je lis les anciens journaux québécois pour trouver ces matchs de lutte et des photos.»

«J'ai créé 8 lutteurs, je tricote sur la machine tous les costumes et je prends des photos», poursuit-il. «C'est tout moi.»

Morneau, restant fidèle à son style ludique, a créé des vidéos promotionnelles pour les huit lutteurs, rendant hommage à l'atmosphère légèrement intimidante des matchs.

«I'll see you in the ring!» dit Lucas d'une voix grave en train de cacher son rire. «On se voit sur le ring!»



Le costume de lutteur *Paradise Poof* de Lucas Morneau. Photo: Courtoisie

Né d'un père québécois et d'une mère terre-neuvienne, Lucas Morneau a regardé les émissions *Coach's Corner* et *Hockey Night in Canada* dans son enfance. Originaire de Clarendville, le hockey occupe une place importante chez cet artiste bilingue et dans sa famille.

Un souvenir en particulier de son enfance est revenu à l'esprit de l'artiste: il s'agit d'un épisode du programme *Hockey Night in Canada* où Don Cherry, ancien annonceur de hockey, portait une seule boucle d'oreille, stéréotypant et se moquant d'une personne homosexuelle.

«Ça, c'était une des racines de ce projet, il y a plusieurs racines», dit l'artiste, qui a créé la *Queer Newfoundland Hockey League* («la ligue de hockey Queer NL») après l'annulation de *Coach's Corner* en 2019, suite au licenciement de Cherry pour ses propos controversés sur l'immigration.

Cette «ligue» est en fait une exposition de maillots mettant en vedette des équipes queers fictives provenant de diverses villes de la province.



Selon Lucas, chaque maillot prend environ un mois, mais celui des *Dildo Dykes* l'a seulement pris une semaine. Pourquoi? Pendant cette semaine ont eu lieu les élections aux États-Unis, donc il a passé beaucoup de temps devant la télévision, rigole-t-il. Photo: Courtoisie



Nain Nancys. Photo: Courtoisie



Lucas Morneau en tant que son personnage de lutte *Big Poppa Bear*. Photo: Courtoisie

Pour suivre l'artiste, rendez-vous en ligne au www.lucasmorneau.com ou sur sa page Instagram, [@thequeermummer](https://www.instagram.com/thequeermummer). Pour en savoir plus sur l'exposition de la *Queer Newfoundland Hockey League* à la galerie Eastern Edge, rendez-vous par là: www.easternedge.ca.



Francois Fruits. Photo: Courtoisie

INFOS-PARENTS

PUBLIREPORTAGE N°3

CSFP: DES ÉLECTIONS SCOLAIRES EN ATTENTE DEPUIS 2020

Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'élections pour le conseil scolaire francophone depuis 2020?

Le 22 novembre 2016, la communauté francophone de Terre-Neuve-et-Labrador vivait un moment historique. En effet, la province organisait pour la première fois des élections directes des membres du conseil scolaire francophone provincial (CSFP). Neuf administrateurs avaient été élus par les parents et les électeurs admissibles pour représenter les différentes zones géographiques et assurer la gouvernance des écoles francophones de toute la province.

Six ans plus tard, aucun autre scrutin n'a été organisé et le conseil fonctionne aujourd'hui avec six sièges pourvus sur neuf.

Un conseil scolaire francophone pour une minorité qui en a besoin.

Le CSFP joue un rôle crucial dans la vie éducative des francophones dans la province. Il gère six écoles réparties entre Happy Valley-Goose Bay, Labrador City, Cap-Saint-Georges, La Grand'Terre et Saint-Jean. Ces établissements scolaires sont les piliers de transmission linguistique et culturelle dans une province où le français est parlé par une très petite proportion de la population.

Selon la loi provinciale, le Conseil doit être composé de neuf administrateurs élus ou nommés conformément à la loi scolaire, la *School Act*, et aux règlements électoraux. Cette mention, présente dans les rapports annuels, laisse entendre que la nomination est une option possible.

CSFP: SCHOOL BOARD ELECTIONS PENDING SINCE 2020

Why haven't there been any elections for the Francophone school board since 2020?

On November 22, 2016, the Francophone community of Newfoundland and Labrador experienced a historic moment. For the first time, the province held direct elections for members of the Francophone school board, the Conseil scolaire francophone provincial (CSFP). Nine administrators were elected by parents and eligible voters to represent different geographic areas and govern French-language schools across the province.

Six years later, no other elections have been held, and the board currently operates with six of nine seats filled.

A Francophone school board for a minority that needs it

The CSFP plays a crucial role in the educational life of Francophones in the province. It manages six schools located in Happy Valley-Goose Bay, Labrador City, Cape St. George, Mainland, and St. John's. These schools are the pillars of linguistic and cultural transmission in a province where French is spoken by a very small proportion of the population.

According to provincial law, the school board must be composed of nine administrators elected or appointed in accordance with the *School Act* and electoral regulations. This

Pourquoi donc ce silence électoral?

Les textes existent, mais leur application semble suspendue du fait de leur opacité et du vide juridique qui en découle. En effet, les règlements prévoient la tenue d'élections lors des journées électorales municipales, à moins que le ministère n'en décide autrement, ce qui laisse une large marge d'interprétation. Aucune durée de mandat fixe ni date régulière n'est établie dans les textes, ce qui renforce l'incertitude quant à l'organisation de nouvelles élections.

La *School Act* prévoit aussi la possibilité de pourvoir les postes par nomination en cas de besoin. Cette option, bien que légale, peut contribuer à réduire la perception d'urgence quant à la tenue d'élections, puisque le conseil et les autorités disposent d'un mécanisme alternatif pour maintenir le conseil sans recourir au vote.

Une communauté absente?

Au-delà de ces raisons institutionnelles, un autre constat s'impose, qui est celui du manque d'intérêt de la communauté francophone pour la gestion de leurs écoles. En effet, l'examen des différents rapports annuels recensés du CSFP révèle régulièrement des postes vacants au sein du Conseil. Depuis 2023, trois sièges sont vacants au conseil. Et même s'il existe une option nominative, elle n'a pas réussi à pourvoir tous les postes. Il faut se l'avouer, trois sièges manquants témoignent d'un manque évident d'intérêt pour la

statement, which appears in the annual reports, suggests that appointment is a possible option.

Why this electoral silence?

The texts exist, but their application seems to be suspended due to their opacity and the resulting legal vacuum. Indeed, the regulations provide for elections to be held on municipal election days, unless the ministry decides otherwise, which leaves a wide margin for interpretation. No fixed term of office or regular date is established in the texts, which reinforces the uncertainty surrounding the organization of new elections.

The *School Act* also provides for the possibility of filling positions by appointment if necessary. This option, although legal, may contribute to reducing the perceived urgency of holding elections, since the board and the authorities have an alternative mechanism for maintaining the board without resorting to a vote.

An absent community?

Beyond these institutional reasons, another observation must be made, namely the lack of interest among the Francophone community in managing their schools. Indeed, a review of the various annual reports compiled by the CSFP regularly reveals vacant positions on the school board. Since 2023, three seats have been vacant on the board. And even though there is a nominative option, it has not

gouvernance scolaire.

«La démocratie scolaire ne peut fonctionner sans acteurs engagés», souligne à ce sujet Micheal Clair, président du CSFP alors en place depuis la première élection en 2016.

Réveiller la démocratie scolaire

Il est temps d'agir. Le ministère de l'Éducation et le CSFP doivent sortir de l'inertie en mettant en place des règlements électoraux mieux définis. Il faudrait par exemple publier un calendrier électoral et lancer un appel à candidatures. Mais aussi communiquer massivement auprès des ayants droit pour expliquer les règles et l'importance de ces élections. Enfin, clarifier le cadre juridique et les rendre facilement accessibles à tous.

De leur côté, les parents d'élèves et autres acteurs de la communauté francophone doivent s'intéresser à l'administration scolaire et reprendre la parole: se porter candidats, voter, et participer aux consultations.

Pour une mobilisation plus forte de la communauté francophone, il pourrait devenir indispensable de revendiquer une autonomie électorale avec des directives claires pour mieux rejoindre la communauté. Car, en l'absence d'une gouvernance renouvelée et dûment élue par sa communauté, la gestion demeure questionnée et fragile.

been possible to fill all the positions. It must be acknowledged that three vacant seats are evidence of a clear lack of interest in school governance.

“School democracy cannot function without committed stakeholders”, says Micheal Clair, president of the CSFP since the first election in 2016.

Reviving school democracy

It is time to take action. The Department of Education and the CSFP must break the deadlock by establishing clearer electoral regulations. For example, an electoral calendar should be published and a call for candidates issued. But they should also communicate extensively with eligible voters to explain the rules and the importance of these elections. Finally, they should clarify the legal framework and make it easily accessible to all.

For their part, parents and other members of the Francophone community must take an interest in school administration and speak up again: stand as candidates, vote, and participate in consultations.

For greater mobilization of the Francophone community, it may become essential to demand electoral autonomy with clear guidelines to better reach the community. Without renewed governance that is duly elected by the community, management remains questionable and fragile.

Vous avez des questions, des idées de contenus ou souhaitez partager un témoignage? Contactez: projets@gaboteur.ca

SCIENCE SUR LE ROCHER

JESSICA TUCKER

Comment perdurent-ils, les Franco-Métis?

La série *Quoi de neuf?* a pris quelques semaines de pause pendant le temps des fêtes, et sa dernière édition de 2025 conclut sur un point optimiste. Stéphane Dandeneau, un Franco-Métis du Manitoba, partage son projet de recherche *Récits de résilience*, qui porte sur la résilience de sa communauté.

Les Métis sont un peuple d'origine mixte Européen-Autochtone, l'un des trois peuples autochtones du Canada, avec les Premières Nations et les Inuit. Les Franco-Métis, quant à eux, descendent d'Européens francophones, surtout des voyageurs québécois du 18^e siècle. Ce groupe, largement basé dans le sud du Manitoba, a vécu une suite d'injustices qui persistent toujours. Malgré cela, on découvre dans cette communauté une résilience collective unique.

Que veut dire «résilience»?

C'est en 2009 que le projet *Récits de résilience* voit le jour. Il avait pour but de mettre en lumière les tactiques de résilience employées par des peuples autochtones sur plusieurs générations. Le projet a recueilli des perspectives de sept communautés autochtones. Parmi eux, les Franco-Métis du Manitoba. Monsieur Dandeneau se dit content qu'il ait pu explorer sa propre communauté pour le projet.

Lui et ses collègues ont collecté des récits de 72 Franco-Métis, âgés de 18 à 90 ans. Le groupe comprenait trois personnes «branchées», considérées comme des informateurs clés, ainsi que des groupes de jasette de six personnes chacun. L'équipe a également réalisé 19 entretiens individuels avec des personnes provenant de régions rurales et urbaines. Les groupes de jasette étaient intergénérationnels, composés de jeunes et d'ânés, et avaient stimulé, selon monsieur Dandeneau, «des super beaux échanges.»

Les questions d'entrevue cherchaient à dénicher les épreuves des Franco-Métis ainsi que les manières individuelles et collectives de faire face aux obstacles. Monsieur Dandeneau dit qu'ils cherchaient ce qui était «dans la tête, mais aussi dans le cœur de la personne.»

En fin de compte, l'équipe a identifié quatre épreuves collectives qui ont évolué au cours des siècles: la pauvreté, la discrimination, la honte et la peine identitaire. Elles touchent toutes les générations.

«Tombés dans les fissures du système canadien»

Le gouvernement canadien a largement oublié les Franco-Métis au cours des 19^e et 20^e siècles, ce qui a provoqué une importante pauvreté à travers la communauté autogouvernée. Si les taux de pauvreté sont de nos jours en déclin, les souvenirs des générations précédentes d'être «pauvre comme la gale» persistent.

On observe également une discrimination qui traverse trois générations. Autrefois à l'origine des colons européens, aujourd'hui, la discrimination est plutôt intercommunautaire. Certains Franco-Métis discriminent contre d'autres, surtout en raison de la couleur de leur peau.

Monsieur Dandeneau a diffusé un court métrage récapitulatif du projet, *Récits de résilience des Métis*, lors de la présentation. Dans le film, un Franco-Métis témoigne avoir subi de la discrimination à cause du fait qu'il

était «brun».

«Les p'tits Métis blancs m'appelaient «un sauvage» pour m'insulter,» disait-il. «Ça m'enrageait.»

La honte et la peine identitaire se sont ensuite installées. Plusieurs Franco-Métis ont caché leur héritage et leur langue au cours des générations. C'est à l'âge de 95, par exemple, que le grand-père de monsieur Dandeneau lui avait confié qu'il était Métis. Le chercheur, bien qu'il était déjà au courant de cette information, a ensuite dû «décortiquer» quelles parties de son identité étaient franco-canadiennes et lesquelles étaient franco-métisses.

«C'est le challenge», dit-il. Il conclut qu'il a vécu une culture métisse au nom de Canadien français. Aujourd'hui, on constate une diversité d'identités qui correspondent à notre définition des Franco-Métis.

«Ceux qui sont maîtres d'eux-mêmes»

Stéphane Dandeneau raconte que la nation Cri avait accordé aux Franco-Métis le titre d'*Otipemisiwak*, ce qui veut dire «Ceux qui sont maîtres d'eux-mêmes». Cet héritage se perpétue dans les réponses communautaires aux épreuves. L'équipe de chercheurs a identifié trois réponses spécifiques.

Le fait de persister malgré ces difficultés, par exemple, est connu parmi les Franco-Métis comme la «débrouillardise». Elle est employée

en tandem avec le «caméléonage social». Ce dernier parle d'exploiter son apparence physique et ses connaissances linguistiques afin de se camoufler dans d'autres groupes démographiques, surtout, historiquement, les blancs. Finalement, l'identité des Franco-Métis se caractérise d'une indépendance ardente, produit de l'oubli du gouvernement canadien pendant plusieurs générations.

Les chercheurs du projet *Récits de résilience* ont voulu partager leurs résultats, afin de créer, comme a expliqué monsieur Dandeneau, «quelque chose qui pourrait être un legs pour la communauté». Ils ont donc réalisé le court métrage *Récits de résilience des Métis*, qui permet de faire découvrir le vécu des Métis à plusieurs auditeurs. De plus, l'équipe a conçu deux trousseaux pédagogiques qui contiennent des informations au sujet des Franco-Métis. Elles entrent dans le curriculum scolaire franco-manitobain et permettent donc une discussion plus profonde à propos de ce peuple autochtone.

L'histoire des Franco-Métis, selon Stéphane Dandeneau, est «une histoire complexe, tout comme la nature des francophones au Canada». Il croit en l'importance de raconter les histoires de chaque membre de ce groupe «hétérogène», même si celui-ci est minoritaire. C'est en racontant des histoires et des farces, en chantant des chansons, qu'on arrive à les préserver.

SCIENCE

KATHLEEN COUILLARD - DÉTECTEUR DE RUMEURS - SCIENCEPRESSE

Trois croyances sur les résolutions du Nouvel An

Selon un sondage réalisé en 2020 auprès de plus de 1000 Canadiens, 29% d'entre eux prennent une résolution au Nouvel An. Le *Détecteur de rumeurs* a donc voulu vérifier trois croyances répandues à ce sujet — et la première n'étonnera pas beaucoup de lecteurs.

Un chercheur de la Pennsylvanie, John Norcross, s'intéresse depuis longtemps aux résolutions du Nouvel An. Dans une étude réalisée à la fin des années 1980, il a constaté que la proportion de gens qui les tiennent diminue à mesure qu'on s'éloigne du 1er janvier: de 77% après une semaine à 40% après 6 mois. Certains sont tout de même capables de tenir le coup deux ans: mais ils ne sont plus que 19%...

La bonne nouvelle, c'est que cela ne signifie pas que l'effort consistant à prendre des résolutions soit inutile. En 2002, John Norcross a tenté de savoir si cet effort augmentait les chances d'adopter de nouvelles habitudes de vie. Il a ainsi étudié un groupe de personnes qui souhaitaient changer quelque chose dans leur quotidien (maigrir, cesser de fumer, etc.). Un peu plus de la moitié de ses «cobayes» avaient décidé d'agir au Nouvel An alors que les autres n'avaient pas pris d'engagement.

Six mois plus tard, 46% de ceux qui avaient pris une résolution avaient effectivement modifié un comportement. Cela ne signifie pas qu'ils avaient respecté à la lettre leur résolution, mais c'était tout de même un taux dix fois plus grand que dans l'autre groupe. Le chercheur en avait conclu que les résolutions du Nouvel An, à défaut d'être suivies scrupuleusement, seraient au moins le signe d'une volonté de changer.

La majorité des résolutions concernent la santé? Vrai

Dans l'étude de 2002, 31% des participants souhaitaient perdre du poids, 15% voulaient entreprendre un programme d'activité physique et 12% prévoyaient d'arrêter de fumer.

Ces résolutions sont toujours aussi populaires, près de deux décennies plus tard. En 2020, celles des Canadiens consistaient en effet à mieux manger, à perdre du poids et à faire plus d'exercice. Les Américains

avaient des objectifs très similaires. Cela dit, épargner se retrouvait également en haut de la liste, au Canada et aux États-Unis.

Certaines résolutions sont plus faciles à tenir que d'autres? Vrai

En entrevue à CNN en 2017, le chercheur John Norcross confirmait que de modifier sa consommation ou ses comportements de dépendance était plus difficile. Ainsi, selon un sondage réalisé auprès de Britanniques en 2016, 58% des gens qui souhaitaient améliorer leurs relations avec leur famille ou leurs amis avaient réussi pendant plus d'un an. Alors qu'en comparaison, seulement 13% des gens qui avaient tenté d'arrêter de fumer s'abstenaient toujours, un an plus tard. Arrêter de fumer serait en fait la résolution la plus difficile à tenir.

Même si elles ne sont pas aussi difficiles, les résolutions concernant l'alimentation et l'activité physique

constituent elles aussi un bon défi. Le sondage de 2016 révélait en effet que seulement 19% des Britanniques qui avaient entrepris un régime s'y conformaient toujours, l'année suivante.

Une étude réalisée en 2011 en Suède soulignait toutefois que le succès de la perte de poids variait selon l'indice initial de masse corporelle de la personne.

Quant à l'activité physique, seulement 36% des Britanniques qui avaient décidé d'être plus actifs pour la nouvelle année l'étaient toujours, un an plus tard. À ce sujet, le Bloomberg CityLab s'était livré en 2019 à une analyse de données compilées par Strava, une application mobile utilisée pour enregistrer par GPS des activités sportives. Ces données indiquaient ainsi que beaucoup d'Américains abandonnaient cette résolution... dès la mi-janvier.

RÉFLEXIONS DU PARC GROS MORNE

RAYMOND CUSSON

Nouveau souffle sur le discours environnemental?

Pour sonner le début de la nouvelle année, je me demande si vous avez aussi remarqué que le discours entourant la protection de l'environnement a récemment évolué?

Alors que les gouvernements de différents pays, dont le Canada et la province où nous vivons, modifient leur approche face aux changements climatiques, la communauté scientifique affirme que la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère mondiale atteint actuellement 425,7ppm, ce qui correspond à un excédent de 75,7ppm par rapport au seuil de sécurité de 350ppm. Ces données ne vous évoquent probablement rien de particulier, mais la vérité est effrayante: elles révèlent une augmentation inquiétante du taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, ce qui est préoccupant pour notre avenir sur Terre.

Nouveau narratif

Pour faire face à la crise économique, nos dirigeants ont choisi de reculer sur les mesures environnementales. Ils utilisent le contexte géopolitique difficile comme excuse. Ils se gargarisent en réclamant un assouplissement, une optimisation des ressources humaines, une efficacité et une simplification dans les procédures d'évaluation, un ajustement, une approche équilibrée, une nouvelle réalité, une déréglementation et une plus grande souplesse pour le dossier des minéraux essentiels ainsi que pour les chantiers d'exploitation des ressources. En d'autres termes, les gouvernements ont opéré un virage à 180 degrés en faveur du développement économique, au détriment de la protection de l'environnement. Il est manifeste qu'un déficit de perspective se fait désormais sentir dans cette affaire.

On oublie l'Accord de Paris (2015), qui aurait mis la population sur la bonne piste, mais la croissance économique demeure la priorité. Évidemment, pour la majorité des personnes les plus antipathiques, ces dernières ne voient pas le besoin de

changer. Pour cette classe de gens, tout ce qui importe est le pouvoir et l'accumulation de richesse.

Après l'échec de la 30^e Conférence des Parties (COP30) à Belém au Brésil en novembre 2025, on y trouve peu d'espoir dans cette industrie. L'enthousiasme et l'ambition pour la réussite de cette réunion ont considérablement diminué dès le début, suite à l'annonce du Brésil d'approuver un projet pétrolier majeur à la frontière de l'Amazonie. Alors que la COP 15 de Paris incarnait l'espoir, autant celle du Brésil en est l'échec moral envers l'humanité.

Cependant, ce genre de réunion est le seul qui permette aux représentants des pays, des industries fossiles et de leurs lobbyistes, aux groupes environnementaux et à la société civile de prendre la parole, d'échanger et d'arriver à un consensus sur le climat. Bien que ces réunions soient perçues comme étant infructueuses, il est important de ne pas perdre espoir et de continuer à croire qu'un jour, tous les participants seront d'accord pour entamer une véritable transition énergétique.

Promesse oubliée

Par exemple, le gouvernement fédéral nous a récemment annoncé que le pays n'atteindrait pas l'objectif de planter 2 milliards d'arbres d'ici 2031. Contrairement à l'engagement pris en 2021 lors de la présentation de son programme et à la promesse faite à la militante écologiste suédoise Greta Thunberg lors de sa rencontre avec l'ancien Premier ministre Justin Trudeau, l'objectif ne sera pas atteint. Les mesures budgétaires d'austérité de 2025 annoncées expliqueraient qu'on n'ait pas atteint cet objectif. L'initiative aurait pourtant été bénéfique à plusieurs égards: elle aurait contribué à compenser

la perte des arbres brûlés par les incendies de forêt récents, réduit la quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère et créé des emplois pour les jeunes qui ont planté ces arbres. Finalement, il ne faut pas s'attendre à ce que l'argent soit logique.

Nous devons donc reconsidérer la définition du progrès en prenant en compte les impacts économiques, sociaux et écologiques. Je crois qu'avec ce nouveau discours, nous revenons à la case de départ et que tout est à recommencer. Nous nous complaisons dans la désinformation et l'écoblanchiment, tout en ignorant que nous ne pouvons pas négocier avec le climat. Pendant que nous enfouissons notre tête dans le sable et que nous assistons à des conférences et à des ateliers, que nous discutons et prononçons des discours remplis de bonnes intentions, l'atmosphère se réchauffe dangereusement.

Plan d'action demandé

Nous sommes loin de la neutralité carbone. Il serait donc opportun de demander au nouveau gouvernement provincial d'expliquer son plan de transition et de diversification énergétiques afin de faire sortir Terre-Neuve-et-Labrador des énergies fossiles. Il est temps d'agir et de mettre de l'avant une vision claire, pratique et juste pour les travailleurs et travailleuses de notre communauté.

Selon les études et les spécialistes, le changement social est avant tout un phénomène communautaire. Nous devons donc reprendre la conversation et exprimer nos priorités en nous engageant activement dans le processus décisionnel des gouvernements, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.

Suite de la **page 2**

CORNER BROOK

Après avoir organisé des consultations publiques sur le nouveau budget municipal annoncé en mi-décembre, la Ville de Corner Brook a présenté un total de 44 696 402 \$, représentant une augmentation de 6,6% comparée à l'année dernière.

«Ce budget est la première étape d'un plan de quatre ans élaboré par le conseil nouvellement élu», explique la conseillère municipale Donna Luther lors de son discours. «Il reflète un engagement renouvelé en faveur de la transparence, de la responsabilité et, surtout, de l'écoute.»

Il n'y a aucun changement aux taux d'imposition résidentiels ou commerciaux, ni aux taxes sur l'eau et les égouts, mais, on propose une nouvelle taxe de 150\$ pour la gestion des déchets en raison de la hausse de 30% en dépenses.

L'année dernière, l'utilisation du transit public de Corner Brook a augmenté de 10%. En partenariat avec Blaise Transit, la Ville vise à introduire une plateforme de transit sur demande. «Le Conseil étudiera également la possibilité d'étendre le service de transport en commun le dimanche à l'avenir, compte tenu de la croissance continue du nombre d'usagers», dit madame Luther. Le budget municipal prévoit également l'achat d'un nouveau déneigeur et d'une nouvelle saleuse.

HAPPY VALLEY-GOOSE BAY

La conseillère Denise Rumbolt a annoncé un budget municipal «optimiste» pour Happy Valley-Goose Bay le 17 décembre avec un total de 20 370 188\$.

On ne prévoit pas d'augmenter les taxes résidentielles ou commerciales ni les frais sur l'eau ou sur les égouts. Une exemption de trois ans sur les impôts de propriété pour les médecins reste en effet.

On compte plus d'investissements dans l'autobus électrique, dans la récréation, incluant de l'infrastructure au stade EJ Broomfield Arena et au YMCA du Centre du Labrador, ainsi que dans des équipements pour les services pompiers, dont un générateur portable en cas de panne de courant.

Le conseil municipal propose une nouvelle taxe sur l'hébergement touristique à partir du mois d'avril.

La Chambre de commerce du Nord du Labrador a exprimé dans un communiqué de presse en décembre ses préoccupations concernant la nouvelle taxe, dénonçant «en particulier le manque d'engagement auprès des entreprises touristiques opérant dans la municipalité», lit-on. En partenariat avec Destination Labrador, la LNCC a envoyé une lettre recommandant de reporter la décision jusqu'à ce qu'une approche formelle de consultation de l'industrie ait été élaborée.

COMMUNAUTAIRE

TIMOTHÉE ROLAND MVONDO - LE GABOTEUR - IJL

Ô Cameroun: renaissance camerounaise à Terre-Neuve-et-Labrador

Le 13 décembre dernier, les membres et les amis de l'Association camerounaise à Terre-Neuve-et-Labrador se sont donné rendez-vous à St. John's, au centre The Lantern, pour célébrer la fin d'année dans une ambiance festive. Cette soirée, marquée par l'empreinte de la culture camerounaise, a été bien plus qu'un simple moment de convivialité: elle a symbolisé un véritable renouveau.

Les chiffres récents sur l'immigration francophone au Canada hors Québec révèlent qu'en 2024, les ressortissants camerounais ont représenté près de 35% des nouveaux résidents permanents francophones. Cette tendance nationale se reflète également ici, où la population camerounaise connaît une expansion remarquable. Créée en septembre 2021, l'Association camerounaise à Terre-Neuve-et-Labrador («Cameroon Association in Newfoundland and Labrador») est passée de quelques membres à plus d'une soixantaine en seulement 5 ans. Une progression qui témoigne de l'ampleur du mouvement migratoire.

Ryan Tebo, président de l'association, se souvient des débuts: «Quand je suis arrivé en 2018, il était difficile de trouver un Camerounais dans la province, encore moins un francophone. Aujourd'hui, nous avons une communauté dynamique qui pourra briller dans la francophonie locale.»

Jusqu'ici, le faible nombre de membres rendait difficiles la mise en place d'activités et la pérennité de l'association. Mais la tendance s'est inversée. Le mot d'ordre est désormais celui de la renaissance. Le comité exécutif entend insuffler un souffle nouveau à la présence camerounaise sur le vieux rocher et s'imposer comme un acteur culturel in-

contournable.

Une vision axée sur la coopération

Pour atteindre ses objectifs, l'association mise sur la collaboration avec d'autres communautés francophones.

«Nous ne pouvons pas grandir seuls. C'est dans la cohésion avec les autres que le Cameroun peut participer à la richesse culturelle de Terre-Neuve-et-Labrador», explique Rémy Mbah, membre du comité exécutif.

Cette ouverture se traduit par des partenariats stratégiques, notamment avec le service pour les nouveaux arrivants francophones de la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador, Accueil Francophone TNL, qu'on a invité à la soirée pour présenter ses services aux participants. Cette initiative a permis à plusieurs nouveaux arrivants de découvrir des ressources jusque-là méconnues.

Jessica Arielle Iba, participante à l'événement, confie au *Gaboteur* qu'elle ne savait pas qu'il y avait des associations francophones à St. John's. «Ça fait vraiment plaisir de s'en rendre compte», dit celle

qui est «pressée» de participer aux événements.

Des fêtes en rafale

L'année commence sur une note prometteuse. Le 31 janvier prochain, l'association organisera, en partenariat avec Accueil Francophone TNL, un événement intitulé «Venez découvrir le Cameroun».

«Le partenariat avec Accueil Francophone TNL arrive vraiment à point nommé», souligne Ryan Tebo. «Nous aurons à cœur de promouvoir le Cameroun, son histoire, ses traditions et sa richesse culturelle.»

«Au Cameroun nous chérissons l'esprit de famille et de partage», ajoute-t-il. «Nous invitons donc tout le monde à nous rejoindre le 31 janvier pour un moment inoubliable, plein de soleil et de sourire malgré la neige!»

Pour contacter l'Association, rendez-vous sur son site Web: www.canl.ca.

Pour vous inscrire à l'événement «Venez découvrir le Cameroun», veuillez contacter Accueil Francophone TNL au accueiltnl@fftnl.ca.

PUBLIREPORTAGE

UNE JOURNÉE À LA DÉCOUVERTE DE LA FRANCOPHONIE

Le mi-décembre sonne avec une journée complète d'activités en français pour les élèves de la capitale poursuivant leur scolarité en français. Le Forum local à St. John's du français pour l'avenir rassemble des élèves de la 9^e à la 12^e année pour les faire découvrir le monde francophone qui habite leur arrière-cour.

De Holy Trinity High à Frank Roberts Junior High en passant par l'École Rocher-du-Nord, quelques centaines d'élèves ont profité de l'expérience. Le matin, ils faisaient le tour de plusieurs kiosques gérés par des organismes francophones, tels que Canadian Parents for French, L'Université Sainte-Anne, le YMCA et bien plus. En discutant avec les conférenciers, les élèves ont découvert la possibilité de continuer leurs études en français au niveau postsecondaire, ainsi qu'une vaste gamme de carrières potentielles.

Ensuite s'est déroulée une série d'ateliers. Celui proposé par *Le Gaboteur* présentait les bases du photojournalisme. Il consistait en passant chez les autres ateliers pour prendre des photos des activités en média res. On a fourni aux élèves une liste de missions pour guider la capture des images. Une fois les clichés pris, ces journalistes en herbe se sont tâchés à rédiger des légendes pour chacun. Voici le résultat de leurs efforts.



Une photo des Munnels chez l'Université Memorial avec de l'art tout autour les murs. Photo: Farjaad Ahmed



Des élèves discutent de la réponse possible à une question lors de la Jéopardie de la Francophonie, animée par Peter Noël. Photo: Mariam Condé



L'Université Sainte-Anne a organisé un atelier sur les arts de Cirque et Poï au Field House de l'Université Memorial. Photo: Mariam Condé



L'atelier «Joyeux Noël - Qu'en savez-vous» de GC Consulting a eu lieu au Centre d'apprentissage numérique (Digital Learning Centre). Photo: Nigel Moses

PHOTOREPORTAGE

Les Fêtes dans le rétroviseur

Si la période des Fêtes de la fin de l'année se termine le 6 janvier à Terre-Neuve-et-Labrador, soit le vieux Noël, prolongeons-les en jetant un coup d'œil à des activités du mois dernier de la côte ouest jusqu'à la capitale.

ST. JOHN'S

Chants chaleureux pour les fêtes

Une foule de spectateurs s'est réunie au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents à St. John's en avance des Fêtes le 13 décembre dernier pour un après-midi de musique avec la Rose des Vents. La chorale francophone, sous la direction de Claire Wilkshire, a interprété plusieurs chants en français et anglais, invitant le public à leur prêter ses voix pour des classiques tels que «Noël de paix» et «Vive le vent».

Membre de la chorale depuis 2016, Frances Scully raconte qu'elle trouve le groupe de la chorale «toujours fun et agréable». Ayant appris la version anglaise de la chanson «Les Anges dans nos campagnes» en Irlande pendant son enfance, c'est à travers la chorale La Rose des Vents qu'elle découvre que c'était originellement écrit en français. «Les Anges dans nos campagnes» est sa chanson préférée du programme de ce jour-là. [JB]



Claire Wilkshire dirige la trentaine de chanteurs de la Rose des Vents. Photo: John Babb



Photo: Courtoisie de l'ARCO

STEPHENVILLE

Création de coussins en compagnie

Quelle meilleure façon de commencer la semaine de Noël qu'avec un atelier de bricolage! Le 22 décembre, l'Association régionale de la côte ouest (ARCO) a mené un atelier de création de coussins au Centre d'amitié de Stephenville. Quelles belles créations! [CB]

PÉNINSULE DE PORT-AU-PORT

Défilés, décorations et divertissement

Les défilés de Noël ont rassemblé plusieurs personnes sur la péninsule de Port-au-Port. Un défilé est allé de Point-à-Luc à Cap-Saint-Georges le 13 décembre et l'autre, le 14 décembre, de Trois-Cailloux jusqu'à La Grand'Terre. [CB]



La Première Nation Benoit a remporté le prix pour le meilleur char dans le défilé de Cap-Saint-Georges. À La Grand'Terre, le district de services locaux de La Grand'Terre a eu le meilleur char, alors que 2^e prix Larry Greene et 3^e prix Kayla Young. Photo: Courtoisie de l'ARCO



Remportant 100\$, Majella et Guy Rouzes ont gagné le prix de maison festive lors du défilé de Cap-Saint-Georges. Stacey Moores a quant à elle gagné le prix de participation à La Grand'Terre. Photo: Courtoisie de l'ARCO



L'ARCO l'a confirmé: Père Noël est Franco-Terre-Neuvien! Le bonhomme a non seulement figuré aux défilés de Noël sur la péninsule de Port-au-Port, mais également aux centres communautaires de la région, Les Terre-Neuviens français à Cap-Saint-Georges et le Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne, où il a offert des cadeaux aux petits sages. Photo: Courtoisie de l'ARCO



Après le défilé à Cap-Saint-Georges, on a allumé l'Arbre d'amour et annoncé avoir collecté plus de 2500\$ dans le cadre d'une collecte de fonds pour l'hôpital Sir Thomas Roddick. Photo: Courtoisie de l'ARCO



C'était un rendez-vous au Centre communautaire des Terre-Neuviens français pour un marché artisanal, du dîner et du divertissement. Photo: Courtoisie de l'ARCO



La mascotte de l'École Notre-Dame-du-Cap à Cap-Saint-Georges, Alphonse le lynx, célèbre lui aussi les Fêtes! Photo: Courtoisie de l'ARCO